# RÈGLEMENT (CE) Nº 462/2003 DE LA COMMISSION

## du 13 mars 2003

## établissant les modalités d'application du régime applicable à l'importation de certains produits relevant du secteur de la viande de porc originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et abrogeant le règlement (CE) nº 2562/98

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) nº 2759/75 du Conseil du 29 octobre 1975 portant organisation des marchés dans le secteur de la viande de porc ([1]), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 1365/2000 ([2]), et notamment ses articles 8 et 22,

vu le règlement (CE) nº 2286/2002 du Conseil du 10 décembre 2002 fixant le régime applicable aux produits agricoles et aux marchandises résultant de leur transformation originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et abrogeant le règlement (CE) nº 1706/98 ([3]), et notamment son article 5,

considérant ce qui suit:

(1) Le règlement (CE) nº 2286/2002 met en œuvre les modifications apportées aux régimes d'importation des États ACP à la suite de l'accord de partenariat ACP-CE signé à Cotonou le 23 juin 2000 ([4]). Il prévoit, à son article 1er, paragraphe 3, pour les produits figurant à son annexe I, un régime général de réduction des droits de douane et un régime spécifique de réduction des droits de douane, dans le cadre de contingents tarifaires, pour certains produits figurant à son annexe II.

(2) Suite à ces nouveaux régimes d'importation il est nécessaire de fixer les modalités d'application pour la délivrance des certificats d'importation pour les produits bénéficiant d'une réduction des droits de douane. Il y a lieu dès lors d'abroger le règlement (CE) nº 2562/98 de la Commission du 27 novembre 1998 établissant les modalités d'application du régime applicable à l'importation de certains produits relevant du secteur de la viande de porc originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et abrogeant le règlement (CEE) nº 904/90 ([5]), modifié par le règlement (CE) nº 1006/2001 ([6]).

(3) Pour la gestion des contingents tarifaires il y a lieu d'appliquer les règles générales prévues par le règlement (CE) nº 1291/2000 de la Commission du 9 juin 2000 portant modalités communes d'application du régime des certificats d'importation, d'exportation et de préfixation pour les produits agricoles ([7]), modifié par le règlement (CE) nº 2299/2001 ([8]), dans la mesure où le présent règlement ne prévoit pas des règles spécifiques.

(4) Il convient, pour assurer une gestion correcte des contingents, de prévoir, d'une part, d'assortir la demande de certificat d'importation de la constitution d'une garantie et, d'autre part, de définir certaines conditions relatives aux demandeurs. Il y a lieu, également, de prévoir l'échelonnement du volume du contingent durant l'année ainsi que la durée de la période de validité des certificats.

(5) Afin de permettre la gestion optimale du contingent tarifaire, il est nécessaire de prévoir que le présent règlement s'applique à partir du 1er janvier 2003.

(6) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande de porc,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Toute importation dans la Communauté, effectuée dans le cadre du règlement (CE) nº 2286/2002, des produits relevant des codes NC visés à l'annexe I du présent règlement bénéficie d'une réduction des droits de douane sur présentation d'un certificat d'importation.

Les certificats sont délivrés dans les conditions définies par le présent règlement et dans la limite des contingents fixés à l'annexe II du règlement (CE) nº 2286/2002.

*Article 2*

Les contingents tarifaires annuels de 500 tonnes visés à l'annexe I, partie B, sont répartis comme suit:

— 25 % pendant la période du 1er janvier au 31 mars,

— 25 % pendant la période du 1er avril au 30 juin,

— 25 % pendant la période du 1er juillet au 30 septembre,

— 25 % pendant la période du 1er octobre au 31 décembre.

([1]) JO L 282 du 1.11.1975, p. 1.
([2]) JO L 156 du 29.6.2000, p. 5.
([3]) JO L 348 du 21.12.2002, p. 5.
([4]) JO L 317 du 15.12.2000, p. 3.
([5]) JO L 320 du 28.11.1998, p. 34.
([6]) JO L 140 du 24.5.2001, p. 13.
([7]) JO L 152 du 24.6.2000, p. 1.
([8]) JO L 308 du 27.11.2001, p. 19.

*Article 3*

1. Le demandeur d'un certificat d'importation pour les produits visés à l'annexe I doit être une personne physique ou morale qui, au moment de la présentation de la demande, peut prouver, à la satisfaction des autorités compétentes des États membres, qu'il exerce, depuis au moins les douze derniers mois, une activité de commerce avec les pays tiers dans le secteur de la viande de porc.

Toutefois, les établissements de détail ou de la restauration vendant leurs produits au consommateur final sont exclus du bénéfice de la réduction des droits de douane.

2. La demande de certificat d'importation ne doit mentionner qu'un des numéros de contingents visés à l'annexe I. Elle peut porter sur plusieurs produits relevant de codes NC différents. Dans ce cas, tous les codes de la nomenclature combinée et leur désignation doivent être inscrits, respectivement, dans les cases 16 et 15 de la demande et du certificat.

La demande de certificat doit porter sur une tonne au minimum et 100 % au maximum de la quantité disponible pour le contingent concerné et pendant la période définie à l'article 2.

*Article 4*

1. La demande de certificat et le certificat comportent, dans la case 8, la mention du pays d'origine. Le certificat oblige à importer du pays mentionné.

2. La demande de certificat et le certificat comportent, dans la case 20, l'une des mentions suivantes:

— Producto ACP — Reglamentos (CE) nº 2286/2002 y (CE) nº 462/2003

— AVS-produkt — forordning (EF) nr. 2286/2002 og (EF) nr. 462/2003

— AKP-Erzeugnis — Verordnungen (EG) Nr. 2286/2002 und (EG) Nr. 462/2003

— Προϊόν ΑΚΕ — Κανονισμοί (ΕΚ) αριθ. 2286/2002 και (ΕΚ) αριθ. 462/2003

— ACP product — Regulations (EC) No 2286/2002 and (EC) No 462/2003

— Produit ACP — règlements (CE) nº 2286/2002 et (CE) nº 462/2003

— Prodotto ACP — regolamenti (CE) n. 2286/2002 e (CE) n. 462/2003

— ACS-product — Verordeningen (EG) nr. 2286/2002 en (EG) nr. 462/2003

— Produto ACP — Regulamentos (CE) n.º 2286/2002 e (CE) n.º 462/2003

— AKT-tuote — asetukset (EY) N:o 2286/2002 ja (EY) N:o 462/2003

— AVS-produkt — förordningarna (EG) nr 2286/2002 och (EG) nr 462/2003.

3. Le certificat contient, dans la case 24, l'une des mentions suivantes:

— Reducción del derecho de aduana en virtud del Reglamento (CE) nº 462/2003

— Toldnedsættelse, jf. forordning (EF) nr. 462/2003

— Ermäßigung des Zollsatzes gemäß der Verordnung (EG) Nr. 462/2003

— Μείωση του δασμού όπως προβλέπεται στον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 462/2003

— Customs duty reduction as provided for in Regulation (EC) No 462/2003

— Réduction du droit de douane comme prévu au règlement (CE) nº 462/2003

— Riduzione del dazio doganale a norma del regolamento (CE) n. 462/2003

— Douanerecht verlaagd overeenkomstig Verordening (EG) nr. 462/2003

— Redução do direito aduaneiro conforme previsto no Regulamento (CE) n.º 462/2003

— Tullialennus, josta on säädetty asetuksessa (EY) N:o 462/2003

— Nedsättning av tullavgiften enligt förordning (EG) nr 462/2003.

*Article 5*

1. La demande de certificat ne peut être introduite qu'au cours des sept premiers jours du mois précédant chaque période définie à l'article 2.

2. La demande de certificat n'est recevable que si le demandeur déclare par écrit ne pas avoir introduit et s'engage à ne pas introduire, pour la période en cours, d'autres demandes concernant les produits du même contingent dans l'État membre de dépôt de la demande ou dans un autre État membre. Si un demandeur introduit plus d'une demande pour des produits du même contingent, aucune de ses demandes n'est recevable.

3. Les États membres communiquent à la Commission, le troisième jour ouvrable suivant celui de la fin de la période de dépôt des demandes, les demandes introduites pour chacun des produits du groupe en question. Cette communication comprend la liste des demandeurs et un relevé des quantités demandées pour chaque contingent.

Les communications, y compris les communications «néant» sont effectuées par télécopieur ou par voie électronique, le jour ouvrable stipulé, selon le modèle figurant à l'annexe II si aucune demande n'a été introduite, ou selon les modèles figurant aux annexes II et III si des demandes ont été introduites.

4. La Commission décide dans quelle mesure il peut être donné suite aux demandes.

Si les quantités pour lesquelles des certificats ont été demandés dépassent les quantités disponibles, la Commission fixe un pourcentage unique de réduction des quantités demandées.

Si la quantité globale faisant l'objet des demandes est inférieure à la quantité disponible, la Commission détermine la quantité restante qui s'ajoute à la quantité disponible pour la période suivante pendant la même année.

5. Sous réserve d'une décision d'acceptation des demandes par la Commission, les certificats sont délivrés dans les meilleurs délais.

6. Les États membres notifient à la Commission, avant la fin du quatrième mois suivant chaque période annuelle définie à l'article 2, les quantités effectivement importées au titre du présent règlement au cours de la période concernée.

Pour toutes les notifications, y compris celles indiquant qu'aucune quantité n'a été importée, l'utilisation du modèle figurant à l'annexe IV est obligatoire.

*Article 6*

1. La validité des certificats d'importation est de cent cinquante jours à partir de la date de leur délivrance effective, conformément à l'article 23, paragraphe 2, du règlement (CE) nº 1291/2000.

Toutefois, la durée de validité des certificats ne peut pas dépasser la date du 31 décembre de l'année de délivrance.

2. Les certificats d'importation délivrés au titre du présent règlement ne sont pas transmissibles.

*Article 7*

Les demandes de certificats d'importation pour tous les produits sont assorties de la constitution d'une garantie de 20 euros par 100 kilogrammes.

*Article 8*

L'importation sous le régime de réduction des droits de douane prévue par le présent règlement ne peut avoir lieu que si l'origine des produits concernés est certifiée par les autorités compétentes des pays exportateurs, conformément aux règles d'origine applicables aux produits en question en vertu du protocole nº 1 de l'accord de partenariat ACP-CE signé à Cotonou le 23 juin 2000.

*Article 9*

Sauf disposition contraire du présent règlement, les dispositions du règlement (CE) nº 1291/2000 sont applicables.

*Article 10*

Le règlement (CE) nº 2562/98 est abrogé.

*Article 11*

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il est applicable à partir du 1er janvier 2003.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 mars 2003.

*Par la Commission*

Franz FISCHLER

*Membre de la Commission*

*ANNEXE I*

A. **Produits visés à l'article 1er, paragraphe 3, et à l'annexe I du règlement (CE) no 2286/2002 bénéficiant d'une réduction du droit de douane hors contingent**

| Code NC | Réduction du droit de douane (%) |
|---|---|
| 0103 91 10 | 16 |
| 0103 92 11 | |
| 0103 92 19 | |
| 1501 00 11 | |
| 1501 00 19 | |
| 1602 10 00 | |
| 1602 20 90 | |
| 1602 41 10 | |
| 1602 42 10 | |
| 1602 49 | |
| 1602 90 10 | |
| 1602 90 51 | |
| 1902 20 30 | |

B. **Produits visés à l'article 1er, paragraphe 3, et à l'annexe II du règlement (CE) no 2286/2002 bénéficiant d'une réduction du droit de douane dans le cadre d'un contingent**

| Numéro d'ordre | Numéro du contingent | Code NC | Réduction du droit de douane (%) | Quantité annuelle (tonnes) |
|---|---|---|---|---|
| 09.4029 | Q7 | 0203 11 10 | 50 | 500 |
| | | 0203 12 11 | | |
| | | 0203 12 19 | | |
| | | 0203 19 11 | | |
| | | 0203 19 13 | | |
| | | 0203 19 15 | | |
| | | ex 0203 19 55 (1) | | |
| | | 0203 19 59 | | |
| | | 0203 21 10 | | |
| | | 0203 22 11 | | |
| | | 0203 22 19 | | |
| | | 0203 29 11 | | |
| | | 0203 29 13 | | |
| | | 0203 29 15 | | |
| | | ex 0203 29 55 (1) | | |
| | | 0203 29 59 | | |
| | | 0209 00 11 | | |
| | | 0209 00 19 | | |
| | | 0209 00 30 | | |
| | | 0210 11 11 à 0210 11 39 | | |
| | | 0210 12 11 | | |
| | | 0210 12 19 | | |
| | | 0210 19 10 à 0210 19 89 | | |
| | | 0210 99 41 | | |
| | | 0210 99 49 | | |

(1) À l'exception du filet mignon, présenté seul.

| Numéro d'ordre | Numéro du contingent | Code NC | Réduction du droit de douane (%) | Quantité annuelle (tonnes) |
|---|---|---|---|---|
| 09.4028 | Q8 | 1601 00 | 65 | 500 |

*ANNEXE II*

**Application du règlement (CE) nº 462/2003 — Importations ACP**

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES — DG AGRI/2 — Secteur de la viande de porc

| Demande de certificats d'importation | Date | Période |
|---|---|---|
| État membre:<br>Expéditeur:<br>Responsable à contacter:<br>Téléphone:<br>Télécopieur: | | |

Destinataire: DG AGRI/D/2 — Télécopieur: (32-2) 296 62 79 ou AGRI-D2@cec.eu.int

| Numéro du contingent | Quantité demandée |
|---|---|
| Q7 | |
| Q8 | |

*ANNEXE II*

**Application du règlement (CE) nº 462/2003 — Importations ACP**

| COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES — DG AGRI/D/2 — Secteur de la viande de porc | | |
|---|---|---|
| Demande de certificats d'importation | Date | Période |
| État membre: | | |

*(en tonnes)*

| Numéro du contingent | Code NC | Demandeur (nom et adresse) | Quantité | Pays d'origine |
|---|---|---|---|---|
| Q7 | | | | |
| | | Total | | |

*(en tonnes)*

| Numéro du contingent | Code NC | Demandeur (nom et adresse) | Quantité | Pays d'origine |
|---|---|---|---|---|
| Q8 | | | | |
| | | Total | | |

*ANNEXE IV*

**Communication des quantités effectivement importées**

État membre: .....

Application de l'article ..... du règlement (CE) n° .....

Quantités de produits effectivement importées:

À: DG AGRI/D/2 — Télécopieur (32-2) 296 62 79 ou AGRI-d2@cec.eu.int

| Numéro du contingent | Quantité effectivement importée | Pays d'origine |
|---|---|---|
| | | |